

Georges, Christian. (2019). Langue française aseptisée, médias bien-pensants?. *Educateur*, 5, 20.

Langue française aseptisée, médias bien-pensants?

À l'occasion de la Semaine de la langue française, le Centre romand de formation au journalisme et aux médias (CFJM) a proposé en mars à Lausanne un débat public sur le thème «Le politiquement correct tue-t-il les médias?»

Christian Georges

Pour le correspondant du *Temps* à Paris, Richard Werly, sa corporation est piégée: «Il y a des sujets devenus tabous, parce qu'ils ne sont plus dans l'air du temps. On a un problème de bien-pensance du fait de la convergence des élites. Il y a des vérités qui leur conviennent. Le politiquement correct EST un agenda politique. Certains ont intérêt à emprisonner le débat dans cette bien-pensance.»

Longtemps animatrice de l'émission de la RTS *Infra-rouge*, sa consœur Esther Mamarbachi s'insurge: «On nous a beaucoup accusés d'avoir créé des monstres politiques, que les bien-pensants n'ont pas voulu voir. Et puis, ces élites qui se cooptent, c'est le modèle français ou le modèle suisse?» Richard Werly convient que la Suisse est relativement préservée d'un certain consensus de la pensée liée à cette convergence: «Les votations font des piqûres de rappel, donnent des coups de pieds dans la fourmière. Cela dit, je ne suis pas sûr que le système suisse parvienne à secouer l'étreinte de la pensée des multinationales.»

Une des fonctions de la presse serait de déconstruire le discours dominant. À commencer par celui des GAFAs (Google, Amazon, Facebook, Apple), qui ont la maîtrise idéologique du monde occidental. Or, le plus souvent, les journalistes sont trop proches des politiques...

Secrétaire général de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP), Olivier Maradan juge que la survie des médias ne se joue pas sur le terrain de la bien-pensance. Il déplore une «déperdition de la qualité du débat public, parce que l'on se contrôle trop». Mais à ses yeux, «l'absence de pluralisme est plus grave que le trop-plein de politiquement correct». On consomme des médias qui renforcent ce qu'on pense déjà. Il y a un manque d'exposition à des idées différentes. «Pour exister, les extrêmes sortent du cadre. On est dans une sorte de théâtre social.» À titre personnel, Olivier Maradan se réjouit des manifestations des jeunes pour le climat, avec leurs calicots qui oscillent entre politiquement correct et rentre-dedans.

Avocat-conseil pour plusieurs médias, Mathias Burand observe que «le contrôle juridique est très en deçà du contrôle social. Une pub sexiste sera mise au



pilori sur les réseaux sociaux». Dans la presse, ce sont «les éditos et les billets d'humeur qui tentent de faire de l'humour qui posent parfois problème». La prudence médiatique se justifie pleinement. Donner une tribune à des xénophobes, c'est prendre le risque de tomber sous le coup de la norme antiraciste, tout comme de montrer les dessins d'un caricaturiste antisémite.

«On nous accuse de ne pas nommer les choses comme elles devraient l'être. Mais il y a des choses qu'on ne sait plus nommer comme la rue!», reconnaît Richard Werly, pour qui «la génération actuelle ne comprend plus le second degré. Elle n'en veut pas!» Une affirmation qui fait bondir le sociologue Dominique Wolton: «Les slogans anti-Bouteflika sont pleins d'humour! Le second degré des jeunes n'est pas le nôtre et on ne l'entend pas.» Pour lui, l'époque est marquée par une grande méprise: «Les réseaux sociaux sont au départ un contre-pouvoir aux médias. Ceux-ci leur ont fait la fête, en croyant que la vérité était là, sans se rendre compte qu'il s'agit d'un défouloir. On confond la légitimité de ce que les gens expriment et la vérité de ce qu'ils racontent!»

Dominique Wolton plaide pour une distinction nette entre le monde de l'expression (les réseaux sociaux) et le monde de l'information (les médias). Il voit dans le fractionnement de la société en communautés une «tragédie du modèle démocratique». Il n'y aurait plus de discours universel possible et «les minorités se sentent agressées quand elles ne sont pas bien nommées».

Considérés comme nécessaire complément aux médias, les réseaux sociaux font miroiter le mirage de la transparence. Mais ne sont-ils pas surtout les vecteurs d'une tyrannie de l'expression débridée? Le politiquement correct est sans doute le reflet d'un conformisme dans l'air du temps. Et l'autocensure un réflexe de protection, dans une époque devenue très procédurière. •